



P. MATSAS / OPALE

Entrevue / Susan George

« Maintenant, faisons-le ! »

Susan George est une femme passionnée. Elle n'aime pas du tout la façon dont on mène le monde d'aujourd'hui et dont on traite les citoyens et les peuples. Elle le dit sur les petites et grandes tribunes, dans les journaux et sur les places publiques. Mais, pour cette haute figure du mouvement altermondialiste, la passion ne suffit pas. Il faut agir !

Propos recueillis par Hervé Anctil



Susan George est Américaine de naissance. Politologue, vice-présidente d'ATTAC France¹, elle a publié de nombreux ouvrages. Son dernier, *Un autre monde est possible si...* (Paris, Fayard, 2004) trace un véritable programme de travail pour mobiliser les citoyens. Nous l'avons rencontrée à Paris, où elle habite.

RND Vous n'aimez pas beaucoup le terme « mondialisation ». Pourquoi ?

Je ne l'aime pas, non. C'est un mot trompeur, que l'on a employé à toutes les sauces. Il ne veut plus rien dire. Le plus souvent on essaie de nous présenter la mondialisation comme une grande marche vers la Terre promise : tout le monde se tient par la main, nous avançons ensemble, les hommes sont frères, et nous nous dirigeons vers des lendemains qui chantent. C'est une fausse image, un trompe-l'œil. La réalité est bien différente.

1. ATTAC France Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens a été fondée en France en 1998. L'organisme propose de taxer les marchés financiers et les multinationales et de redistribuer ces revenus à l'échelle mondiale. L'ATTAC est maintenant présente dans plus d'une cinquantaine de pays.

RND N'avons-nous pas fait des progrès au cours des dernières années ?

Tout dépend de quoi l'on parle. Vous le savez, la notion de progrès se prête, comme la mondialisation, à plusieurs interprétations. Sur le plan social, nous avons régressé, les inégalités se sont creusées. C'est indéniable. À la fois au sein des nations et entre les pays du Nord et du Sud. Et je ne parle même pas de l'Afrique, dont la situation est si désolante. Bien sûr, il y a des gens qui vous diront que tout ça n'a pas d'importance parce que le sol s'est élevé pour tout le monde, bref nous serions tous un peu plus riches qu'hier. Pourtant, il faut savoir qu'au moins un cinquième de l'humanité est resté en dehors du progrès économique. La moitié du monde vit encore aujourd'hui avec très peu de moyens. La richesse se concentre toujours davantage tout en haut de la société. C'est le cas dans tous les pays – aux États-Unis, en Russie, en Chine, etc. Seul le Danemark et le Canada feraient exception (selon l'Organisation des Nations Unies).



Côte d'Ivoire, premier pays producteur de cacao, avril 2004.

RND Mais la mondialisation économique n'a-t-elle pas permis à des pays très pauvres, comme la Chine et l'Inde, de prendre leur place dans l'économie mondiale et d'augmenter leur richesse ?

Ce sont là les deux exemples qui reviennent le plus souvent dès que l'on parle de mondialisation. J'étais en Inde récemment. J'ai pu effectivement observer que le niveau de vie de la bourgeoisie indienne et des universitaires était presque le même que le nôtre. Toutefois, il faut aussi savoir qu'un tiers des Indiens ne mangent pas à leur faim. En Chine aussi. C'est beaucoup de monde quand on sait que ces deux pays regroupent les deux tiers de la population mondiale.

Bien sûr, je n'ai rien contre le fait que ces pays puissent s'enrichir, bien au contraire. Je n'ai

rien non plus contre le commerce. Le problème, c'est qu'on est en train d'organiser à l'échelle mondiale une concurrence dont les règles sont faussées. Vous pouvez maintenant produire aussi en Chine, au Japon, aux Philippines avec des ouvriers aussi efficaces que ceux d'ici. Mais l'ingénieur que vous embaucherez là-bas vous coûtera l'équivalent de 100 \$ par mois, un bon salaire en Chine, et vous aurez peu de charges sociales à payer. Et comme les frais de transport et les coûts de l'information sont très bas, sur quoi fonde-t-on la concurrence ? Sur les systèmes sociaux, essentiellement. Suivant cette logique, les nations avancées devraient sacrifier leurs mesures sociales, faire marche arrière pour être compétitives. Vous savez, même le Mexique n'est plus assez bon marché aujourd'hui pour certaines entreprises.

Le problème, c'est qu'on a détourné l'esprit même du capitalisme. Au départ, l'objectif était de créer de la richesse pour se donner des mesures sociales et améliorer le sort de tout le monde. Aujourd'hui, c'est le contraire. Pour les partisans du libéralisme, le capital doit attirer toujours plus de richesse vers lui. Voilà leur motivation. Enrichir l'Inde ou la Chine est le dernier de leur souci.

RND Quels choix avons-nous ? Comment protéger nos gains sociaux sans fermer nos frontières, sans avoir recours au protectionnisme ? On ne peut tout de même pas revenir en arrière ! Et comment corriger les inégalités ?

Vous savez, il y a encore énormément de protectionnisme. J'ai fait le calcul suivant : la subvention accordée à un producteur de coton américain pour une année par son gouvernement équivaut à la richesse qu'un Malien mettrait 350 ans

2. Le plan Marshall, du nom du secrétaire d'État américain George Marshall, est un important programme de reconstruction de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale. Entre 1948 et 1951, les États-Unis consacrent 13 milliards de dollars, dont 11 milliards en dons, au rétablissement de 16 pays européens. Le montant total de l'aide équivaut à 100 milliards de dollars actuels. Le plan Marshall contribua non seulement à la reconstruction matérielle de l'Europe, mais il renforça aussi la démocratie européenne et prépara l'avènement d'une grande puissance économique.

à accumuler, dans l'état actuel des choses. Le marché libre n'existe pas.

Pour corriger les inégalités entre les pays riches et les pays pauvres, il faut à mon sens un nouveau plan Marshall² à l'échelle mondiale. Voyez ce qu'on a fait il y a quelques années en Europe pour des pays comme l'Espagne, le Portugal et la Grèce. On s'est donné un fonds structurel – les 12 autres pays membres de l'Union européenne ont contribué à ce fonds – pour soutenir le développement de ces États. Depuis, les écarts se sont rétrécis. Dans le contexte actuel, on ne pourra pas faire la même chose pour les dix nouveaux adhérents à l'Europe, alors que ces pays sont beaucoup plus pauvres. Pourtant un tel plan exigerait un investissement minime et mettrait les gains sociaux des pays riches à l'abri d'une concurrence déséquilibrée, sauvage.

La mondialisation



« Si l'on veut une définition en bonne et due forme, "mondialisation" désigne simplement la phase la plus récente du capitalisme mondial et le cadre politique qui l'aide à prospérer. C'est un mot idéologique, parce qu'il est porteur d'idées servant au mieux les intérêts de ceux qui profitent de l'ordre économique, social et politique actuel. Lorsqu'ils utilisent ce mot, c'est pour vous faire croire que la mondialisation est universelle et bénéfique à tous. Absurdité ! »

Susan George, *Un autre monde est possible si...*, Paris, Fayard, 2004.

Le Forum social mondial en chiffres

Année	Lieu	Nombre de participants	Nombre de pays représentés	Nombre d'activités autogérées*	Nombre de journalistes accrédités
2001	Porto Alegre	20 000	117	420	1870
2002	Porto Alegre	50 000	123	622	3356
2003	Porto Alegre	100 000	123	1300	4000
2004	Mumbai	74 126	117	1204	3200
2005	Porto Alegre	155 000	151	2500	6823

* Séminaires et ateliers organisés par les entités participantes du FSM.

Source : www.forumsocialmundial.org

RND Pourquoi tout le monde pense que l'avancement du monde doit nécessairement passer par les seules lois du marché libre ? Pourquoi cette croyance est-elle si répandue ?

Il y a de bonnes raisons. Depuis plus de 30 ans, la droite américaine a investi des milliards de dollars dans la création et la diffusion des idées. Alors, tous les jours, les journalistes reçoivent des communiqués de presse de la Heritage Foundation, du Adam Smith Institute, du Hoover Institute, pour vanter les vertus du marché libre et dénoncer l'emprise de l'État. Ces organismes sont les plus connus, mais il y en a beaucoup d'autres. Dès les années 50, aux États-Unis, des gens qui avaient des fortunes colossales ont compris ce qu'il fallait faire : investir dans la culture, dans les boîtes à idées. Ils ont patronné des chaires universitaires, des centres de recherche, des journaux étudiants, des revues scientifiques, des émissions de radio.

Ils ont fait publier des livres qui apparaissaient vite sur les listes de best-sellers parce que, la première semaine, ils en achetaient eux-mêmes des milliers. Maintenant, ils concentrent leur action sur les professions juridiques. Ils invitent des juges à des séminaires dans des endroits très agréables pour mieux diffuser leur idéologie.

RND Mais sur quelles bases cette idéologie est-elle fondée ? Où trouve-t-elle sa source ?

C'est l'économiste autrichien Friedrich A. Hayek qui a sans doute contribué le plus à sa diffusion. Pendant une douzaine d'années, il s'est réfugié à Chicago où il a réuni un noyau d'économistes et de penseurs très conservateurs, dont Milton Friedman. Le groupe de Friedman, les Chicago Boys, est à l'origine des politiques de Reagan aux États-Unis et de Thatcher en Grande-Bretagne, dans les années 80. Le message de Hayek est on ne peut plus clair : quand l'État intervient,



The Raging Grannies/Les Grands-Mères en colère

L. MÉTHÉ

c'est toujours mauvais, il faut réduire son influence au minimum; sinon vous faussez tout et vous allez directement vers le totalitarisme, vers le modèle soviétique; la redistribution est un leurre, vous protégez des gens qui ne devraient pas l'être; la protection sociale ramollit les citoyens, qui ne veulent bientôt plus prendre de risques, ne rien entreprendre. Voilà des idées qui infectent maintenant toutes les politiques en Occident.

RND Pourquoi les démocrates, et la gauche en général, n'ont-ils pas réagi ?

La gauche finance aussi des projets. Son credo est simple : créons de la richesse, taxons et créons des programmes sociaux pour que cette richesse bénéficie au plus grand nombre. Les gens de la gauche se disent trop souvent : « Nous avons les meilleures idées, ce n'est pas la peine de les défendre, elles s'imposeront d'elles-mêmes ». C'est sans doute un peu naïf.

RND Individuellement, comment se faire entendre ? Que pensez-vous, par exemple, du commerce équitable ? N'est-ce pas là une forme de résistance ?

C'est bien. On ne peut pas être contre une telle initiative, que j'encourage. Mais si on se limite à ce type d'action, il faudra beaucoup de temps avant d'avoir un impact, de changer le cours des choses. Nous sommes des consommateurs, forcément, et c'est bien de consommer intelligemment. Mais nous sommes aussi des citoyens. Il faut s'organiser, créer des alliances avec les autres, dépasser l'action individuelle.

RND Comme citoyen alors, comment peut-on faire valoir ses idées, avoir prise sur les décisions ? Est-ce encore possible ?

Nous vivons dans un monde complexe. Quand j'ai commencé à militer dans des mouvements sociaux, les choses étaient plus

Vie privée, vie publique



« De plus en plus de citoyens ne veulent plus être mêlés ni de près ni de loin à la vie publique. Ils préfèrent penser à leur vie privée. Le problème avec cette attitude, c'est que l'espace privé ne peut plus être séparé – s'il a jamais pu l'être –

du monde extérieur, de l'immensité qui nous entoure. La politique s'invite partout dans notre vie. Il est de moins en moins possible de résoudre ses difficultés au niveau individuel, local ou même national. La mondialisation n'est pas seulement un slogan, une idéologie, c'est aussi un transfert de pouvoir aux hautes sphères, un niveau si haut que la voix des citoyens n'y fait qu'un vague et lointain murmure. »

Susan George, *Un autre monde est possible si...*, Paris, Fayard, 2004.

simples. C'était : « Américains, sortez du Viêtname », « Non au nucléaire », « Pinochet fasciste », etc. Tout le monde comprenait. Maintenant, c'est difficile de résumer les choses dans des slogans. Les textes sont longs à analyser. Prenez par exemple la proposition de constitution européenne (NDR : rejetée le 29 mai par le peuple français) : c'est un document de plusieurs centaines de pages, qui rappelle par son style la constitution soviétique de 1936. De plus, on nous sert une soupe à l'alphabet indigeste : FMI (Fonds monétaire international), OMC (Organisation mondiale du commerce), AGCS (Accord général sur le commerce et les services), etc.

Pourtant, il faut s'informer. Parce que, oui, les questions politiques sont plus difficiles à saisir qu'autrefois et que c'est plus difficile d'être

citoyen. Ensuite, il faut agir là où s'exerce la démocratie, c'est-à-dire sur le plan national et dans nos collectivités locales. C'est encore possible d'influencer le cours des choses. Je vous donne un exemple : l'Accord général sur le commerce et les services, un document de l'Organisation mondiale du commerce qui propose de soumettre les biens et services publics aux lois du marché. Nous nous sommes dit : « On ne peut rien faire directement contre l'OMC, pas davantage au Conseil de l'Europe. » Alors on a mené une campagne auprès de nos élus, en se disant qu'ils pouvaient influencer notre gouvernement et, éventuellement, le commissaire européen. À ce jour, plus de 650 collectivités locales ont refusé d'adhérer à l'AGCS, en France; elles regroupent les trois quarts de la population française. Oui, le citoyen peut toujours faire quelque chose, mais il faut adapter sa conduite aux réalités présentes.

Forum social mondial (FSM)

Depuis 2001, le mouvement altermondialiste se donne rendez-vous au Forum social mondial (FSM). Cet événement fait contrepoids au Forum économique mondial qui réunit, entre autres, les ministres des Finances des pays industrialisés. Le FSM permet aux nombreux groupes d'échanger sur les enjeux de l'altermondialisme et, si possible, de mettre de l'avant des pistes d'action communes. On parle souvent de Porto Alegre parce que c'est la ville brésilienne où se sont déroulées les trois premières éditions du FSM.

RND *La vieille maxime **Penser globalement, agir localement est donc toujours actuelle ?***

Oui, bien sûr. Mais l'inverse est vrai aussi : il faut penser localement et agir globalement. Ça devient même de plus en plus nécessaire et possible. Voyez le nombre de manifestations qui s'organisent sur tous les continents à l'occasion de sommets économiques, de réunions de chefs d'État, etc. Le Forum social mondial est une autre formule qui reste intéressante, si on sait la renouveler, se donner des priorités.

RND *Vous êtes certainement consciente que le mouvement altermondialiste...*

Je préfère parler du « mouvement pour la justice globale », afin d'éviter le piège des mots que je dénonçais au début de l'entretien.

RND *Vous savez que ce mouvement est parfois perçu comme un groupement de rêveurs, d'utopistes. La nouvelle « go-gauche », quoi ?*

Utopistes, oui. Rêveurs, sans doute. Mais n'est-ce pas fort heureux qu'il y ait encore des utopistes et des rêveurs qui croient en un monde meilleur, plus juste ? Cela dit, je pense que nos propositions sont pragmatiques et positives. Bien davantage que celles des contestataires d'il y a 30 ou 40 ans. À cette époque, vous vous souvenez, plusieurs disaient : « Faisons la révolution, on verra bien après. » Aujourd'hui, les gens sont plus prudents. Notre programme,

c'est la taxe Tobin (imposition d'une taxe sur les transactions boursières), la suppression de l'obligation pour les pays pauvres de suivre les diktats du Fonds monétaire international, l'annulation de la dette des pays pauvres, la réforme de l'OMC. Nous travaillons avec des économistes. En France, nous – je parle du groupe ATTAC – avons même été membre d'une commission du gouvernement sur la lutte contre la pauvreté. Nos économistes ont convaincu leurs collègues et même le premier ministre de l'intérêt de la taxe Tobin, solution



J.-M. VILLENEUVE

Les 10 plus grandes entreprises au monde (2004)

	Entreprise	Siège social	Revenu (G\$ US)	Secteur d'activité
1	Wal-Mart	États-Unis	285,22	Détaillant
2	BP	Royaume-Uni	285,06	Ind. pétrolière et gazière
3	Royal Dutch/Shell Group	Royaume-Uni	265,19	Ind. pétrolière et gazière
4	ExxonMobil	États-Unis	263,99	Ind. pétrolière et gazière
5	General Motors	États-Unis	193,45	Automobile
6	Daimler Chrysler	Allemagne	192,75	Automobile
7	Ford Motor	États-Unis	170,84	Automobile
8	Toyota Motor	Japon	165,68	Automobile
9	General Electric	États-Unis	152,36	Conglomérat
10	Chevron	États-Unis	142,90	Ind. pétrolière et gazière

Source : *Revue Commerce*, juin 2005.

économiquement rationnelle et techniquement faisable. Le président Jacques Chirac a porté cette proposition à l'ONU et 110 états – sur 189 – l'ont signée jusqu'à maintenant. C'est un grand progrès. Pourtant, il y a cinq ans, personne ne voulait en entendre parler. On nous disait rêveurs, utopistes. Nous pouvons l'être, parce que nous travaillons sur le long terme.

RND Si vous aviez deux priorités à soumettre à nos dirigeants, quelles seraient-elles ?

La première : l'annulation de la dette des pays pauvres et la réduction progressive de la dette des pays « moyennement » pauvres. Il s'agit là d'un fardeau insupportable pour les États qui entrave leur

développement. Cette action ne serait pas tout à fait « gratuite », si je puis dire. Elle serait assortie d'une condition : la mise en place d'un conseil représentatif composé de membres élus par les peuples concernés. Ce conseil définirait les priorités avec le gouvernement local.

Les citoyens du Nord sont généralement d'accord avec l'annulation de la dette des pays pauvres, mais ils sont extrêmement réticents à enrichir des dictateurs. Avec un tel mécanisme, on s'assurerait que l'argent libéré répondrait aux priorités des peuples concernés. Aucun gouvernement ne serait évidemment obligé d'accepter. Mais on peut escompter que certains acquiesceraient et que l'effet d'entraînement jouerait par la suite.



La puissance des multinationales



« Nombre d'entreprises multinationales réalisent des chiffres d'affaires annuels supérieurs, et de loin, au produit national brut (total des biens et services produits par un pays au cours d'une année) de la plupart des États. ExxonMobil est " plus gros " que le Pakistan; General Motors, que le Pérou et l'Algérie; Ford et Daimler, que le Maroc ou le Nigeria. [...] En 2000, la liste des 100 premières entités économiques du monde que publient les Nations Unies comprenait 29 mégafirmes. »

« Les grandes entreprises n'ont jamais été aussi engagées en politique. On peut presque dire, par exemple, qu'elles rédigent les directives de la Commission européenne, les accords conclus sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce, des sections entières des décisions finales lors des conférences des Nations Unies. Jamais elles n'ont tant investi à l'étranger, tant acheté d'entreprises hors de leur pays d'origine. »

Les tigres asiatiques

« Les avocats des politiques néolibérales soutiennent en général qu'elles "sortent les gens de la pauvreté". Ils citent l'exemple des tigres d'Asie, tels que la Corée du Sud, Taïwan, Singapour, la Malaisie, ou encore le cas plus éloquent, la Chine, et parfois celui de l'Inde. Ces pays ont effectivement amélioré le niveau de vie de leur population, mais ils l'ont fait grâce à des méthodes en contradiction totale avec la doctrine néolibérale d'aujourd'hui : imposition de droits de douane élevés pour protéger leurs industries naissantes contre les importations, politiques interventionnistes. Il serait impossible d'appliquer ces méthodes aujourd'hui. »

Les inégalités

« Les 20 % supérieurs de l'humanité accaparent 86 % des richesses, alors que les 20 % inférieurs n'en reçoivent que 1,3 % [...] et chaque année l'écart se creuse [...]. C'est avant tout la dette qui grève l'avenir des pays pauvres. »

Le devoir de s'informer

« L'opinion des citoyens peut-elle encore changer quelque chose ? Voilà soulevée la vieille question : que faire ? Ma réponse, c'est qu'un autre monde est vraiment possible. Mais seulement si un très grand nombre d'êtres humains, avec leurs cultures, leurs idées, leurs compétences multiples, font bloc pour qu'il devienne réalité. Les choses changent quand on est suffisamment nombreux à le vouloir et à y travailler. Ne laissons personne de côté, ne donnons à personne l'impression qu'il ne peut rien apporter. Parmi ceux qui veulent aider à construire un autre monde, nul ne doit rester spectateur sous prétexte qu'il ne sait pas ou ne fait pas le lien entre les différents phénomènes. »

Susan George, *Un autre monde est possible si...*, Paris, Fayard, 2004.

RND Une telle mesure ne représenterait-elle pas un poids financier énorme pour les pays riches ?

Pas du tout. C'est une peccadille, ou presque. L'annulation de la dette des pays pauvres n'est vraiment pas un problème financier. C'est d'abord un enjeu de pouvoir, de contrôle. Quand un pays est lourdement endetté, les organismes internationaux, comme la Banque mondiale et le FMI, peuvent lui dire quoi faire, lui dicter ses réformes, le gérer. C'est plus simple.

RND Quelle serait votre autre priorité ?

Je limiterais la portée des accords sur le commerce. L'éducation ne devrait certainement pas faire partie de ces accords, pas plus que les services de santé, l'eau, la culture, bref tout ce qui se rapporte aux droits humains. Ce ne sont pas des marchandises et, pour cette raison, ils ne devraient pas être soumis aux lois du marché. Chaque nation aurait le droit strict de définir ses services publics, et la liste pourrait être différente d'un pays à l'autre. Ce ne serait pas négociable.

RND Croyez-vous que le monde de demain sera plus fraternel, plus solidaire que celui d'aujourd'hui ?

Franchement, je ne sais pas. Je sais seulement qu'il ne faut pas se comporter comme si le véhicule de l'histoire allait automatiquement nous amener vers un monde meilleur. La confiance aveugle dans le progrès, ce n'est certainement pas la meilleure attitude à adopter. Au contraire. Toujours, il faut rester éveillé.

Un caisson de bois qui protégeait l'enseigne d'un restaurant McDonald's est retiré après une manifestation contre le Sommet du G8, à Évian en France, en juin 2003.



CPIMAGES / P. DEJONG